



**AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES**



Tendances des conflits violents en Afrique

Prof. Paul D. Williams
Université George
Washington
5 juin 2023

Mesures prises par les États africains pour s'attaquer aux facteurs de conflit

- Les États exercent une plus grande influence, ce qui marginalise les organisations régionales africaines (UA et CER).
- Préférence pour les coalitions de sécurité ad hoc, par exemple RCI-LRA, MNJTF, G5 Sahel JF, EACRF-DRC.
- Le recul des normes démocratiques et de la gouvernance. Corrélation entre la mauvaise gouvernance et les conflits armés.
- Lors des récents changements anticonstitutionnels de gouvernement (UCG), l'UA s'est efforcée de respecter sa norme anti-UCG.
- Il n'est pas possible de modifier fondamentalement l'économie politique de la guerre.
- Défis spécifiques liés à la concurrence entre les élites, y compris les « rebelles du gouvernement », par exemple au Soudan du Sud, en Éthiopie, au Soudan et en Somalie.

Principaux défis auxquels sont confrontés les États africains dans la lutte contre les guerres civiles, en particulier lorsque les gouvernements s'en prennent aux civils

- Les régimes en place utilisent la souveraineté comme bouclier.
- Limites de la médiation : Seuls les belligérants / factions armées peuvent mettre fin aux guerres civiles ; pas les personnes extérieures.
- Les OI disposent de peu de bâtons puissants et de peu de carottes savoureuses.
- Certains acteurs extérieurs alimentent les guerres.
- Les groupes armés sont organisés en réseaux et transnationaux, en particulier les islamistes.
- La désinformation prend de plus en plus d'ampleur.
- Il est très difficile de modifier l'économie politique des conflits armés.
- Exemples clés : Soudan du Sud (2013) ; Éthiopie (2020), Soudan (2023).

Principaux enseignements pour une meilleure réponse aux guerres africaines + que doivent faire les responsables du secteur de la sécurité ?

- Les gouvernements luttent pour diffuser le pouvoir sur l'ensemble de leur territoire.
- Les missions de stabilisation et les coalitions ad hoc n'ont pas permis d'instaurer la paix ni de définir des stratégies de sortie claires.
- Discuter avec les rebelles ; pour faire la paix, il faut dialoguer avec les ennemis.
- Les États divisés ont des arènes de sécurité plutôt que des secteurs de sécurité.
- L'objectif devrait être de mettre en place des services de sécurité au service de la population et non d'un président ou d'un régime particulier.
- Le professionnalisme militaire exige un leadership descendant : des règles, des normes et une obligation de rendre compte.
- Les services de sécurité doivent être abordables et ne pas dépendre de financements extérieurs.



AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES

www.africacenter.org